

**Conseil économique et social**

Distr.: Limitée  
14 mai 2003

Français  
Original: Espagnol

---

**Commission pour la prévention  
et la justice pénale**

Douzième session

Vienne, 13-22 mai 2003

Point 7 de l'ordre du jour

**Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies  
en matière de prévention du crime et de justice pénale****Pérou: projet de résolution**

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social l'adoption du projet de résolution suivant:

**Traité type pour la prévention des infractions visant les biens  
meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples**

*Le Conseil économique et social,*

*Conscient* des graves dommages que subissent les États et les objets eux-mêmes du fait du vol et de l'exportation illicite d'objets considérés comme faisant partie du patrimoine culturel des États, notamment en raison du pillage de sites archéologiques, et d'autres sites présentant une valeur historique ou culturelle,

*Reconnaissant* l'importance fondamentale que revêtent pour les États la protection et la préservation de leur patrimoine culturel, conformément à la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation ou l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, adoptée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture<sup>1</sup> qui, dans son préambule, dispose que chaque État a le devoir de protéger le patrimoine culturel existant sur son territoire contre les dangers de vol, de fouilles clandestines et d'exportation illicite, et énonce en outre un engagement des États à lutter contre ces pratiques par tous les moyens disponibles, notamment la coopération internationale en vue de la restitution de ces biens,

*Désireux* de favoriser la coopération en matière de prévention des actes illégaux qui portent atteinte au patrimoine historique et culturel des peuples,

---

<sup>1</sup> Nations Unies, Recueil des traités, vol. 823, n° 11806.



*Conscient* de l'urgente nécessité d'établir des règles pour la restitution des biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples après qu'ils ont été volés ou exportés de façon illicite, ainsi que de les protéger et de les préserver,

*Reconnaissant* que l'un des objectifs principaux de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale est la promotion et le renforcement de la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée,

*Rappelant* la résolution 45/121 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 14 décembre 1990, sur le huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui a eu lieu à La Havane du 27 août au 7 septembre 1990,

*Rappelant également* le Traité type pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples approuvé par le huitième Congrès<sup>2</sup>,

1. *Demande instamment* aux États Membres de tenir compte, lorsqu'ils concluent avec d'autres États des accords sur la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples, du Traité type pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples, adopté par le huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants tenu à La Havane du 27 août au 7 septembre 1990<sup>2</sup>;

2. *Demande* à tous les États membres de continuer de renforcer la coopération internationale et l'entraide dans le domaine de la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples;

3. *Demande en outre* à tous les États membres d'informer le Secrétaire général des efforts entrepris pour conclure des traités en vue de prévenir les infractions visant les biens culturels qui font partie du patrimoine culturel des peuples;

4. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à sa treizième session, au sujet de la mise en œuvre de la présente résolution.

---

<sup>2</sup> Voir huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, La Havane, 27 août-7 septembre 1990, Rapport établi par le Secrétariat (Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.91.IV.2), chap. I, sect. B, par. 2.